



REPUBLIQUE FRANCAISE  
COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE  
COMMUNE DE SCHOELCHER

ARRETE N°146

**PORTANT PERMISSION DE VOIRIE RÉGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA  
CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE  
DE LA COMMUNE DE SCHOELCHER**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6 et L 2212-1 et suivants et L 2122-22,

Vu le Code de la Route,

Vu l'Arrêté Ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, quatrième partie, Signalisation de Prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 07 juin 1977,

Vu la demande d'autorisation de voirie et de circulation reçue via mail le 29 juillet 2024, formulée par la société O START représentée par M. NALLY,

Considérant la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement à l'occasion de procéder à la pose d'un échafaudage dans le cadre de la réalisation des travaux sur la façade de l'établissement (réalisation de l'étanchéité de la toiture) située au 5 rue Victorius DESIRE, lieu-dit le Bourg, sur le territoire de la commune de Schoelcher,

Considérant que pendant la durée de l'occupation, il y a lieu de protéger les biens publics et privés ainsi que les usagers.

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :**

La société O START, ayant son siège au 5 rue Victorius DESIRE, lieu-dit le Bourg, 97233 Schoelcher, est autorisée à occuper le domaine public communal :

- 5 rue Victorius DESIRE, lieu-dit Le Bourg, 97233 Schoelcher.

Cette occupation consistera à l'opération suivante :

- pose d'un échafaudage dans le cadre de la réalisation des travaux sur la façade de l'établissement (réalisation de l'étanchéité de la toiture) située au 5 rue Victorius DESIRE, lieu-dit le Bourg, au niveau du trottoir,

**ARTICLE 2 :**

Les travaux devront être entrepris le dimanche 18 août 2024 et être achevés le lundi 26 août, dans un délai de neuf (09) jours calendaires, après le démarrage effectif des travaux.

Les horaires de travail débuteront à 9h00 et s'achèveront au plus tard à 16h00.

Cette opération n'aura pas d'incidence sur la circulation de la voie publique. Un périmètre de sécurité sera mis en place par la société qui réalisera les travaux.

Les usagers devront respecter les prescriptions et le périmètre de sécurité mis en place par la société qui réalisera les travaux.

*(SUITE ARRETE N°146)*

**ARTICLE 3 :**

A l'issue des travaux, le permissionnaire aura l'obligation de remettre les lieux dans leur état initial. Cette remise en état fera l'objet d'une visite conjointe avec les services référents de la Ville et donnera lieu à procès-verbal avec ou sans réserves. Il sera seul responsable des dégâts causés aux canalisations existantes.

**ARTICLE 4 :**

Lesdits travaux devront être installés de manière à ne pas faire obstacle ni à l'écoulement des eaux, ni au libre accès aux parcelles desservies par la voie et ce à toutes heures.

**ARTICLE 5 :**

Le permissionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier de jour comme de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, ainsi que de la dépose de cette signalisation à la fin des travaux. La signalisation sera conforme aux dispositions réglementaires en vigueur à la date du présent arrêté.

**ARTICLE 6 :**

**Le permissionnaire sera responsable de la tenue des travaux après l'achèvement.**

Toutes dégradations ou déformations de la chaussée et de ses abords éventuellement, imputables à ces travaux et intervenant dans l'année de garantie seront constatées par procès-verbal, notifié au permissionnaire par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postale.

Le permissionnaire sera tenu d'effectuer les réparations dans les 48 heures à compter de la réception du courrier recommandé.

Passé ce délai, les services municipaux auront le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par toute entreprise de leur choix, pour le compte et aux frais du permissionnaire défaillant.

Toute contravention ou manquement aux dispositions fixées par le présent arrêté est passible de sanctions pénales et administratives.

**ARTICLE 7 :**

La présente autorisation est donnée sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

**ARTICLE 8 :**

Monsieur le Maire de la commune de Schoelcher,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Schoelcher,  
Monsieur le Responsable de la Police Municipale de Schoelcher,  
La Direction Générale des Services de la Ville,  
La Direction des Services Techniques de la Ville,  
La Responsable du Pôle Infrastructure, Aménagement du Territoire et Environnement de la Ville,  
La Direction des Affaires Juridiques de la Ville,  
La Société O START représentée par M. NALLY,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transcrit au Registre des actes de l'exécutif de la Ville.

**Copie leur sera adressée.**

**L'Adjointe déléguée à l'Urbanisme**

Signé numériquement  
A : SCHOELCHER (97233), FR  
Le : 13/08/2024 à 9:37:52  
VILLE DE SCHOELCHER  
ORDONNATEUR  
Marie GARON